



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 468 – 18 novembre 2022

❖ Régional

La BOAD signe un accord avec la DBSA

Dans [un communiqué](#) publié le 15 novembre 2022, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec la Banque de développement d'Afrique Australe (DBSA), en marge de la COP27. Cet accord vise à renforcer la coopération entre les 2 institutions et à accroître le partage d'expériences et d'informations. Il permettra à la BOAD d'adopter les meilleurs standards internationaux dans le cadre de sa stratégie d'expansion.

Plus de 100 M USD de la BAfD pour le corridor routier Bissau – Dakar

Le 9 novembre 2022, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) l'octroi d'un financement de 100,7 M USD destiné à la construction du corridor routier Bissau – Dakar. Dans le détail, cette enveloppe, composée d'un don de 65,1 M USD à la Guinée-Bissau et d'un prêt de 35,6 M USD au Sénégal, permettra de : (i) bitumer 23 km de route en Guinée-Bissau et 26,4 km au Sénégal, ainsi que la construction d'un pont de 325 mètres de long, à Farim, en Guinée-Bissau ; (ii) construire 58,6 km de pistes au Sénégal et 24 km en Guinée-Bissau ainsi que 8,5 km de voiries avec éclairage public ; (iii) réaliser des infrastructures connexes dans les 2 pays (forages, infrastructures scolaires et sanitaires, portiques signalétiques, etc..).

LE CHIFFRE À RETENIR

1,1 Md EUR

Le montant des subventions dédiées à l'énergie au Sénégal en 2022, soit 4,4% du PIB

❖ Bénin

Les dépenses d'investissement en hausse de 5,4% dans le budget 2023

Le projet de loi de finances 2023 [a été présenté](#) le 14 novembre 2022 aux députés par le ministre de l'Économie et des Finances. Il **s'équilibre** en ressources et en dépenses à 3 033,3 Mds FCFA (4,6 Mds EUR), soit une hausse de 2,3 % par rapport à la Loi de finances rectificative (LFR) 2022. A noter la hausse des dépenses d'investissement de 5,4% par rapport à la LFR 2022 à 959,7 Mds FCFA (1,5 Md EUR). Plusieurs chantiers à fort impact social seront poursuivis en 2023 parmi lesquels : (i) le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), bénéficiant à **plus d'1 M d'enfants** ; (ii) **l'atteinte des cibles des Objectifs de développement durable (ODD) relatives à l'eau pour tous à l'horizon 2023** ; (iii) la prise en charge par l'État des cotisations sociales des travailleurs domestiques ; (iv) la mise en place d'une nouvelle

politique de subventions aux frais de raccordement des ménages au réseau électrique.

🌐 Burkina Faso

La commune de Ouagadougou décline ses axes d'investissement pour 2023

Le 14 novembre 2022, la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou [a adopté](#) son budget prévisionnel pour l'année 2023. Ce budget global s'élève à 36,6 Mds FCFA (55,8 M EUR). Près du tiers de ce montant sera consacré aux investissements, soit plus de 12 Mds FCFA (18,3 M EUR), et 67% pour les dépenses de fonctionnement. La commune mobilisera environ 31,3 Mds FCFA (47,7 M EUR), soit 85,5% du budget global, tandis que l'Etat et ses partenaires apporteront une subvention estimée à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR). Selon le Président de la délégation spéciale, **l'accent sera principalement mis sur l'aménagement des voiries et le bitumage de voies principales de la capitale ainsi que la construction d'infrastructures scolaires. Des actions sont également prévues pour l'électrification solaire des centres de santé et le maillage sécuritaire de la capitale à l'occasion des fêtes de fin d'année.**

Lancement d'un projet en faveur de l'éducation de base, cofinancé par la BID

Le 14 Novembre 2022, le Ministre en charge de l'Éducation Nationale [a procédé](#) au lancement des activités du Projet de développement de l'éducation de base, phase V (PDEB-V). Ce projet, d'un coût global de 14,3 Mds FCFA (21,8 M EUR), est financé par un prêt de la Banque islamique de développement (BID) d'un montant de 11,4 Mds FCFA (17,4 M EUR) et une contribution de l'Etat burkinabè à hauteur de 2,9 Mds FCFA (4,4 M EUR). Les activités du projet s'échelonneront sur la période 2022-2025 et porteront principalement sur la construction de 65 complexes scolaires, 5 circonscriptions d'éducation de base, et 65 forages scolaires dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Sud, du Centre-Est et de l'Est.

🌐 Cap-Vert

Accord avec les services du FMI pour la 1^{ère} revue du programme FEC

Dans [un communiqué](#) publié le 11 novembre 2022, les services du FMI ont annoncé la conclusion d'un accord avec les autorités cap-verdiennes dans le cadre de l'achèvement de la 1^{ère} revue de la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI en janvier 2023. Une fois approuvé, il donnera droit au décaissement de 16 M USD, portant le total des décaissements réalisés dans le cadre du programme à 32 M USD. Selon le Fonds, les performances globales et les progrès du programme de réformes ont été solides, malgré les difficultés causées par les conséquences de la guerre en Ukraine, la hausse des prix des matières premières et les effets persistants de la pandémie à COVID-19. En outre, les données préliminaires suggèrent un rebond de l'activité économique, une amélioration de la situation budgétaire et un niveau confortable de réserves de change au 1^{er} semestre 2022.

🌐 Côte d'Ivoire

Déficit commercial de plus de 740 M EUR sur les 9 premiers mois de 2022

Selon la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE), la Côte d'Ivoire [enregistre](#) un déficit commercial (hors biens exceptionnels) de 485,5 Mds FCFA (740,2 M EUR) sur les 9 premiers mois de 2022, contre un excédent commercial de 534,7 Mds FCFA (815,2 M EUR) à la même période de 2021. Si les exportations ont enregistré une progression de 24,4% en glissement annuel (g.a.) à 7 724,6 Mds FCFA (11,8 Mds EUR) sur les 9 premiers mois de 2022, les importations ont progressé encore plus significativement, soit +45,3% en g.a. à 8 210,3 Mds FCFA (12,5 Mds EUR). Les biens les plus exportés ont été les produits du cacao (28,2% du total des ventes), les produits pétroliers (17,7%) et le caoutchouc naturel

(10,9%) tandis que les biens les plus importés ont été les produits pétroliers (29,7% du total des achats), les produits alimentaires (18,1%) et les machines mécaniques (5,9%).

Lancement des travaux d'aménagement du carrefour Akwaba de Port-Bouët

Le 9 novembre 2022, le Premier ministre [a procédé](#) au lancement officiel des travaux d'aménagement du carrefour Akwaba, dans la commune de Port-Bouët. Financé par la Banque mondiale à hauteur de 26,5 Mds FCFA (40,4 MEUR), ce projet d'ampleur, dont la livraison est **prévue pour juin 2024, s'inscrit dans la stratégie du gouvernement ivoirien d'améliorer et de moderniser la mobilité urbaine afin de fluidifier le trafic, à l'origine de pertes pour les entreprises et l'Etat estimées par le Ministre des Transports à environ 5% du PIB chaque année.** Par ailleurs, la cérémonie de lancement des travaux a été l'occasion pour le Premier ministre de rappeler les grands projets en cours pour améliorer les conditions de circulation dans la ville d'Abidjan, dont la construction des 4^{ème} et 5^{ème} ponts, l'aménagement du carrefour de l'Indénié ou encore la route Y4.

🇬🇲 Gambie

Le budget 2023 en hausse de 13,4%

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques [a présenté](#) le budget 2023 à l'Assemblée nationale, le 14 novembre 2022. Ainsi, les dépenses budgétaires en 2023 sont projetées à 35,4 Mds GMD (556 M EUR), soit une progression de 13,4% par rapport à 2022. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du poste "autres dépenses" (+13%). Les recettes totales et dons sont prévues en hausse de 18,4% à 31,5 Mds GMD (493 M EUR), avec notamment une hausse des appuis budgétaires, portés par la Banque mondiale (20 M USD), l'Union européenne (13 M USD), la BAfD (7 M USD) et la France (2 M USD). Enfin, le Ministre a indiqué un faible taux de mobilisation des

recettes totales et dons pour 2022, du fait notamment de certains appuis budgétaires non-décaissés ainsi que des pertes de recettes fiscales liées aux subventions à l'énergie.

🇬🇳 Guinée

8 M USD du FSD pour améliorer l'accès à l'eau potable

Le 14 novembre 2022, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan [a signé](#) avec le Président directeur général du Fonds saoudien pour le développement (FSD) un accord de don pour le financement de forages écologiques en Guinée à hauteur de 8 M USD. Ainsi, ce don permettra d'améliorer l'accès à l'eau potable des populations et de réduire le taux de maladies liées à la consommation d'eau non-potable. Dans le détail, des aménagements de 140 forages, 120 puits avec pompes, 20 systèmes de pompes solaires ou encore 20 réservoirs seront installés.

🇬🇼 Guinée-Bissau

Renforcement de la coopération avec le Gabon

Le 15 novembre 2022, en marge de la visite du Président bissau-guinéen au Gabon, les 2 pays [ont procédé](#) à la signature de 2 accords-cadres, l'un portant sur les consultations en matière politique et diplomatique d'une part, et l'autre sur le cadre Général de Coopération. Ainsi, la coopération entre les 2 pays devrait être accrue notamment dans des secteurs clés tels la pêche, l'agriculture ou encore l'industrie.

🇲🇱 Mali

Inflation à +11,3% en g.a. en septembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 11,3% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2022, contre 13,9% en g.a. le mois précédent. Cette

évolution se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+16,2% en g.a.), en lien principalement avec les céréales non transformées (+38,9% en g.a.), ainsi que les prix des transports (+15,6% en g.a.). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la diminution des prix du secteur de la santé (-5,6% en g.a.), des communications (-2,4% en g.a.) ou encore des loisirs et de la culture (-1,4% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à 9,1% en septembre 2022.

🇲🇷 Mauritanie

Accord avec les services du FMI pour un programme triennal

Lors de leur mission en Mauritanie, achevée le 11 novembre 2022, les services du FMI [ont conclu](#) un accord triennal au titre de la Facilité Elargie du Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) avec le gouvernement pour la mise en place d'un programme économique et de mesures de réformes. Doté d'un montant de 64,4 M DTS (environ 82,8 M USD) et subordonné à **l'approbation du Conseil d'administration du FMI** prévu en janvier 2023, ce programme **s'articulera autour de 3 axes** : (i) l'amélioration du cadre budgétaire afin de réduire progressivement l'endettement et de lisser la volatilité liée aux ressources du secteur extractif ; (ii) le renforcement des cadres de politique monétaire et de **change en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation et d'une plus grande résilience de l'économie aux chocs exogènes** ; (iii) des réformes structurelles visant à renforcer la gouvernance, la transparence, le climat des **affaires et l'inclusion financière**. Par ailleurs, tiré par les secteurs extractifs, le taux de croissance devrait s'établir à 5,3% en 2022 selon le FMI tandis que l'inflation serait de 11%. De même, la dette extérieure atteindrait 43% du PIB fin 2022 tandis que les réserves de change seraient à un niveau confortable de 5,1 mois **d'importations** hors industries extractives (soit 1,5 Md USD).

🇳🇮 Niger

Financement de 15 M EUR de l'UE et de la France en faveur du secteur éducatif

Le 31 octobre 2022, le Ministre des Finances, l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE), l'Ambassadeur de France ainsi que la directrice de l'Agence française de développement (AFD) [ont signé](#) un accord de financement d'un montant de 9,8 Mds FCFA (15 M EUR). Une grande partie de ce financement (près de 84%) est destinée à alimenter le Fonds commun sectoriel éducation (FCSE) qui vise à soutenir la transformation du système éducatif nigérien en cohérence avec les orientations de la politique éducative nationale.

Ratification d'un accord de financement de 25,3 M EUR de la Banque mondiale pour le plan d'urgence COVID-19

Le 10 novembre 2022, le Conseil des Ministres [a adopté](#) le projet de loi autorisant la ratification d'un accord de financement d'un montant global de 25,3 M EUR, signé avec la Banque mondiale le 3 septembre 2022. Ce montant, composé d'un crédit de 12,7 M EUR et d'un don de 10 M DTS (12,6 M EUR), est un financement additionnel pour le Projet de riposte d'urgence à la COVID-19 au Niger. Ainsi, il vise à faire face à la menace posée par la COVID-19 et à renforcer les systèmes nationaux de santé publique.

🇸🇳 Sénégal

Près de 1,1 Md EUR de subventions énergétiques en 2022 selon le FMI

Dans [un communiqué](#) publié le 16 novembre 2022, les services du FMI ont présenté les conclusions de leur mission, tenue à Dakar du 4 au 15 novembre 2022, dans le cadre des revues des différents programmes en cours. Ainsi, le taux de croissance devrait s'établir à 4,7% en 2022, avant de fortement rebondir à 8,3% en 2023 grâce à l'entrée en production des

gisements d'hydrocarbure. En raison de la flambée des prix des denrées alimentaires, le taux d'inflation devrait s'établir à 8,5% pour l'année 2022, engendrant de graves difficultés pour les ménages les plus vulnérables. En outre, le FMI estime le montant des subventions publiques à l'énergie à 750 Mds FCFA (1,1Md EUR ; 4,4% du PIB) en 2022 et 800 Mds FCFA (1,2 Md EUR ; 4% du PIB) en 2023 en l'absence de nouvelles mesures. Les services du Fonds estiment que ces subventions ne sont pas assez ciblées et profitent davantage aux couches aisées. Ils recommandent ainsi : (i) l'amélioration du ciblage ; (ii) la réduction progressive des subventions à partir de 2023 ; (iii) la mise en place d'une feuille de route pour les supprimer progressivement à partir de 2025.

Proparco et Ecobank collaborent pour renforcer l'accès au crédit des PME

Proparco et Ecobank Sénégal ont signé, le 15 novembre 2022, deux garanties de portefeuille ARIZ et EURIZ pour des montants respectifs de 2 et 4 M EUR. Ce partenariat permettra à la banque de renforcer son activité de financement des PME dans le pays. En effet, la garantie de portefeuille ARIZ avec une couverture à hauteur de 50%, constitue l'un des outils emblématiques du Groupe AFD tandis que la garantie EURIZ, qui bénéficie du soutien de l'Union européenne, permettra à Ecobank Sénégal de soutenir les TPME en couvrant 70% du risque de crédit. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'initiative française Choose Africa, mise en œuvre par le Groupe AFD, et qui a pour objectif d'engager 3,5 Mds EUR au bénéfice des start-up, TPE et PME africaines sur la période 2018-2022.

Près de 40 M EUR de la BAfD en soutien au secteur de l'eau et de l'assainissement

Dans un communiqué publié le 9 novembre 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé l'octroi d'un prêt de 39,6 M EUR au Sénégal pour la mise en œuvre du **Projet d'accès aux services sécurisés et d'assainissement pour une résilience durable** dans les zones défavorisées du pays. D'une durée de 4 ans (2023-2027), ce projet vise (i) à appuyer le **Plan d'action et de gestion des ressources en eaux** et (ii) **l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural et semi-urbain** dans les régions de Matam, Tambacounda, Kédougou et Thiès à travers entre autres la construction d'unités de potabilisation de traitement d'eau de surface ; l'extension et la densification de réseaux d'eau potable ; la construction de latrines...

Togo

Le projet de loi de finances 2023 adopté en Conseil des Ministres

Le 11 novembre 2022, le gouvernement a adopté l'avant-projet de loi de finances pour 2023. Ainsi, le budget de l'Etat est estimé à 1 957,9 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit une progression de 4,4% par rapport à la Loi de finances rectificative 2022 (LFR 2022). Plusieurs chantiers seront poursuivis, parmi lesquels : (i) les mesures de riposte aux chocs externes (COVID-19 et guerre en Ukraine) et (ii) les réformes structurelles visant à stabiliser le cadre macroéconomique. A noter par ailleurs la progression de 10,9% des recettes budgétaires, estimées à 1 187,2 Mds FCFA (1,8 Md EUR) pour l'exercice 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr